



Vous avez accédé à un article payant en utilisant un clic de votre compte personnel.

19 AVR. 2021

## Les fournisseurs d'accès à Internet associatifs ont la fibre militante

Est-il possible d'avoir un fournisseur d'accès à Internet éthique et local ? Au Pays Basque Nord, quelques-uns s'y attellent.

Laurent Platero



Le choix d'un fournisseur alternatif est souvent guidé par le principe de neutralité d'Internet.

Quand un citoyen veut changer de FAI (pour Fournisseur d'accès à Internet), il y a fort à parier qu'un des quatre géants du secteur est à l'origine de l'offre qu'il choisit. Et pour cause : fin 2019, dans l'Hexagone, 41,60% du marché du haut débit et du très haut débit est détenu par Orange, 22,20% par Free, 21,90% par SFR, et 13,40% par Bouygues Telecom.

Avec un tel monopole, qu'en est-il des offres alternatives ? D'un côté, de petites sociétés s'y attellent, regroupées sous l'ATOA (Association des opérateurs télécoms alternatifs). Une seule représentante est située au Pays Basque Nord : Izarlink, à Bidart, avec son offre de fibre pour les entreprises. Mais il existe également des amoureux du web ne comptant pas leurs heures pour donner naissance à des FAI associatifs (des FAIa). Ils ont vu le jour dans les grandes villes, et arrivent peu à peu au Pays Basque Nord.

En 1992, l'association FDN, pour French Data Network, a été la première à proposer un accès Internet "en favorisant en particulier les utilisations à des fins de recherche et d'éducation sans volonté commerciale". En 2011, avec la FFDN, une trentaine d'associations se sont rassemblées en fédération dans l'Hexagone.

Parmi ses fondateurs et membres d'origine, se trouve Aquilenet, "Internet libre en Aquitaine", un FAIa créé à Bordeaux en 2009. "On peut assez facilement être classé par les RG [renseignements généraux, NDLR] comme des cryptoanarchistes", déclare Sacha, pseudonyme du président de la structure.

Unis par un même esprit, les FAIa ont une volonté qui peut être résumée par cet objectif d'Aquilenet : "fournir un vrai accès à Internet, ni plus, et surtout ni moins". Déclarée à l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques, des Postes et de la distribution de la presse), passage obligé pour être reconnu officiellement comme opérateur, l'association fournit différents services à ses adhérents.

Outre une arrivée de la fibre très attendue, il y a la possibilité d'avoir une ligne ADSL. Le principe est le même qu'avec un opérateur traditionnel, mais coûte un peu plus cher : après un test d'éligibilité depuis leur site Internet, puis l'installation de la ligne (72 à 78 euros) et d'une box (40 euros), il faut payer un abonnement mensuel (29 à 40 euros). sans engagement de durée.

Autre proposition, le service VPN (réseau privé virtuel, NDLR), qui passe par l'opérateur traditionnel mais, pour trois à cinq euros par mois, propose un tunnel de données chiffrées, ne permettant pas au FAI commercial d'y avoir accès. Des coûts plus élevés qui intéressent ceux qui souhaitent protéger leurs données personnelles.

## **La neutralité du Net**

Car tout repose sur cette problématique : défendre la neutralité du Net, un principe d'égalité de traitement des données sur Internet. Cela sous-entend notamment que les fournisseurs ne fassent pas de gestion sélective et discriminatoire du trafic à des fins commerciales. "On sait très bien que les fournisseurs d'accès ont des objectifs commerciaux. On va prendre un exemple vécu : Orange, qui a comme filiale Dailymotion. A un moment, les clients d'Orange ont vu leur accès à Youtube bridé. Ils favorisaient certains contenus par rapport à d'autres."

Dans ce contexte, difficile de croire que sa navigation est totalement libre. Le surcoût de l'ADSL chez le FAIa permet aux 200 adhérents d'Aquilenet d'avoir un résultat plus éthique. "Et puis c'est local, ils sont contents de pouvoir boire des bières avec leur fournisseur d'accès à Internet", sourit Sacha.

## **Un Internet basque**

Au Pays Basque Nord, depuis plus de dix ans, SamesWireless fournit un accès Internet à Sames et ses alentours. Fondé par Fernando Alves, ce FAIa a d'abord eu pour objectif de régler une frustration des habitants : être situés en zone blanche. Autrement dit, un territoire qui ne pouvait pas avoir Internet.

"Comme les villages voisins s'équipaient en Internet, j'ai monté des ponts Wifi avec eux. Au départ, cela ne concernait qu'une dizaine de foyers. Aujourd'hui, il y a près de 200 adhérents." Pour 16 euros par mois, les adhérents ont un fournisseur habitant à deux pas de chez eux, grâce à une antenne relais sur le château d'eau.

A Bayonne, Baionet a été fondé en 2017. Avec une petite équipe de trois personnes, l'association doit réussir à se faire une place, et cela n'est pas sans difficultés. "Là, par exemple, cela fait un mois qu'on essaye d'avoir un catalogue de prix pour avoir accès à la fibre", explique Eric Joseph Alexandre,

de Baionet.



*Ce genre d'installation permet de créer des ponts Wifi. © MHz*

Il reconnaît un gros travail d'information à faire. "Les FAIa sont méconnus, et le VPN est assez technique, c'est un peu la difficulté qu'on a : pouvoir expliquer aux gens l'intérêt d'avoir ce tunnel privé. Car quand on lit les conditions générales de vente d'Orange, par exemple, on s'aperçoit que tout ce qui passe sur leur réseau, ils peuvent l'écouter, le regarder et l'utiliser." Pour l'instant, Baionet propose du VPN, pour cinq euros par mois.

Le Pays Basque Nord n'en est qu'à ses débuts, mais des exemples montrent que l'intérêt des populations est réel. Au Pays Basque Sud, l'opérateur coopératif Izarkom compte plus de 1500 adhérents. A Toulouse, le FAIa Tetaneutral plus de 500 adhérents. Ou encore, en Catalogne, le réseau Guifi.net dispose de plus de 10 000 adhérents.

Au-delà du fournisseur, il y a aussi une autre façon d'aborder un Internet éthique : les sites que l'on visite. Utiliser un FAIa pour protéger ses données, mais s'en servir pour aller sur Facebook ou Twitter, n'empêchera pas les algorithmes et l'acceptation des cookies de faire leur travail.

Aussi, existe-t-il des sites web alternatifs. Peertube est un site de partage de vidéos, sensiblement proche de Youtube, mais sans filtrage. Cela implique un voisinage parfois saugrenu entre une vidéo pornographique et un document d'histoire, et pose la question des droits d'auteur, mais pas de petits robots qui censurent une diffusion pour un propos politique ou une musique de fond.

Hormis la suppression de vidéos pédophiles ou d'extrême droite (le cryptoanarchiste a des limites à ne pas dépasser), à peu près tout peut être diffusé sur le site. Autres exemples : Mastodon, version alternative et libre de Twitter, ou Bilatu, un moteur de recherche coopératif, alternatif et local, dont le siège est à Bidart.

– Infos pratiques

[www.aquilenet.fr](http://www.aquilenet.fr), [www.baionet.fr](http://www.baionet.fr), [www.sameswireless.fr](http://www.sameswireless.fr).